

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE du Nouveau-Brunswick inc.

Rapport annuel
2008-2009



51, rue Williams, Moncton, Nouveau-Brunswick E1C 2G6
(506) 855-0002
coalitio@nb.sympatico.ca
www.equite-equity.com

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

RAPPORT ANNUEL 2008-2009

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	1
MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE.....	2
QUI SOMMES-NOUS ?.....	3
CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
PARTENAIRES FINANCIERS	3
BENEVOLES.....	3
EMPLOYEES.....	3
GOVERNANCE ET PLANIFICATION STRATEGIQUE	4
ACTIVITES DE SENSIBILISATION	4
ACTIVITES DE COMMUNICATION	5
STRATÉGIE ET ACTION POLITIQUE	6
ACTIVITÉS RÉGIONALES ET AUTRES.....	10
NOS PARTENAIRES	13
ETATS FINANCIERS.....	14
MEMBRES.....	16

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Onze années ont passé depuis que le comité de la marche mondiale se mettait à l'œuvre afin de faire adopter une loi pour corriger les iniquités salariales au Nouveau-Brunswick. Au moment où je vous parle l'adoption d'une loi qui couvrira le secteur public est en cours. C'est une avancée majeure pour la Coalition et nous remercions le gouvernement d'avoir enfin reconnu publiquement l'existence de discrimination salariale parmi ses employées.

Nous continuerons de suivre le dossier avec vigilance afin que cette loi ait toute la portée que nous souhaitons. De même, nous nous engageons à continuer nos efforts pour que le gouvernement complète le travail amorcé et adopte la loi pour laquelle nous avons consacré tant d'efforts soit une loi qui couvre à la fois le secteur public et privé. Une loi qui ne s'appliquerait qu'au secteur public laisserait dans l'oubli des milliers de femmes qui en porteront les séquelles économiques pour de nombreuses années. C'est pour elles que nous vous invitons à reprendre votre bâton de pèlerin pour réaliser notre objectif initial c'est-à-dire la correction salariale pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs lésés dans leur dignité.

Je m'en voudrais de ne pas rappeler les nombreuses heures de bénévolat que vous avez offertes généreusement pour mener à terme notre objectif. Je vous en remercie chaleureusement et j'ose espérer que vous resterez solidaires de cette cause pour laquelle vous vous êtes engagées depuis de si nombreuses années.

Comment oublier le travail acharné mené par Johanne Perron qui a mené ce dossier avec tant d'ardeur et de dévouement. Nous lui devons une fière chandelle et toute notre appréciation.

Nous sommes conscientes qu'historiquement, les changements politiques en faveur des femmes sont lents à venir. Peut-être que nos élus ont besoin de plus d'une décennie pour comprendre la valeur du travail des femmes sans quoi la société serait bien boiteuse. Osons croire qu'ensemble nous franchirons la prochaine étape en moins de temps que la précédente.

Huberte Gautreau
Présidente

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Avec l'adoption très prochaine d'une loi sur l'équité salariale dans le secteur public, nous pouvons célébrer notre travail collectif et surtout une première victoire ! Je me sens privilégiée d'avoir un emploi qui me permet d'appuyer tant de femmes et d'hommes en quête pour plus d'égalité et pour le respect du droit à l'équité salariale.

La route n'a pas été facile et risque de ne pas l'être à l'avenir non plus. Nous ne pouvons pas abandonner avant d'avoir obtenu une loi sur l'équité salariale pour le secteur privé ! Cependant, l'idée d'équité salariale progresse. Des femmes et des hommes qui occupent des emplois à prédominance féminine ont déjà vu une meilleure valorisation de leur travail et un salaire qui le reflète davantage. Nos efforts ont déjà commencé à avoir un impact réel dans la vie de nos concitoyennes et concitoyens !

Tout en faisant la promotion d'une loi, la Coalition continue à informer et à offrir des outils pour l'obtention de l'équité salariale dans divers milieux de travail. Notre pièce « On travaille pas pour des pinottes » a déjà rejoint près de 800 jeunes de niveau secondaire ! Un guide pédagogique est remis à leurs enseignants pour poursuivre la sensibilisation. Nous avons « rajeuni » notre site Internet et nos outils de communication pour mieux rejoindre les jeunes qui veulent en apprendre davantage sur l'équité salariale. Nous avons également préparé de la documentation et organisé des ateliers pour outiller les personnes œuvrant dans des métiers et professions traditionnellement féminins dans les secteurs public et privé. Encore une fois, notre site Internet s'avère un bon complément.

Grâce à nos comités, le bénévolat est devenu une pierre angulaire de la Coalition, compensant pour la perte de financement pour les activités de revendication des groupes de femmes. Appuyés par nos comités de communication et de stratégie, nos comités régionaux se sont surpassés cette année. Un tout nouveau comité a même été mis sur pied à Saint-Jean. Et il n'a pas perdu de temps pour agir ! Ensemble, les comités régionaux assurent une présence partout en province. Et quel travail de sensibilisation ils ont accompli auprès de leur concitoyens et concitoyennes ainsi qu'auprès des décideurs politiques pour l'obtention d'une bonne loi sur l'équité salariale ! Le projet de loi qui a été déposé ne répond peut-être pas à toutes nos attentes, mais il promet d'être un bon outil pour corriger l'iniquité salariale dans le secteur public.

Je suis heureuse qu'il ait été déposé sous la présidence d'Huberte Gautreau qui a dévoué des années à l'équité salariale. Sa vision nous aura guidées sans relâche ! Et continuera à le faire, j'en suis sûre !!!

Célébrons ! Puis remettons-nous en route pour la prochaine étape : une loi pour toutes !

Johanne Perron
Directrice générale

QUI SOMMES-NOUS ?

La Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick inc. est un regroupement de personnes et d'organismes qui revendiquent l'adoption d'une loi sur l'équité salariale dans les secteurs public et privé. L'équité salariale est un salaire égal pour un travail de valeur égale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente :	Huberte Gautreau
Présidente sortante :	Anne-Marie Gammon
Vice-présidente anglophone :	Marilyn MacCormack
Vice-présidente francophone :	Denise Savoie
Secrétaire-trésorière :	Audrey McKeen
Représentante Nord-Est :	Édith Brideau
Représentante Kent-Miramichi :	Roberte Léger
Représentante Sud-Est :	Lydia Jaillet
Représentante Centre :	Elizabeth Blaney
Représentante Sud-Ouest :	Gail Taylor
Représentante Nord-Ouest :	Anne Roussel
Représentante autochtone :	Elizabeth Coburn

PARTENAIRES FINANCIERS

Nous remercions **Condition féminine Canada**, pour son appui financier tout au long de l'année. Nous souhaitons également remercier les organismes suivants pour leur contribution financière à des projets spécifiques pendant l'année fiscale 2008-2009 :

- ArtsNB
- Association des employés de l'Université de Moncton (AEUM)
- Éducation postsecondaire, Formation et Travail Nouveau-Brunswick
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada
- Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
- Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick (SNB)

BÉNÉVOLES

La Coalition est avant tout un lieu d'implication pour le changement social. De nombreuses personnes y consacrent des heures de travail bénévole. Nous remercions sincèrement toutes celles qui ont siégé à notre conseil d'administration et à nos comités permanents et régionaux ainsi que tous nos membres qui ont contribué à faire la promotion d'une loi sur l'équité salariale. Nous remercions aussi toutes les personnes qui nous fournissent de précieux conseils et un soutien technique. Mentionnons Thérèse Gautreau, Irene Kohr, Catherine Boucher, Noëlla Richard et Corinne Gallant. La Coalition a recours à plusieurs bénévoles. Tout oubli est involontaire et nous nous en excusons sincèrement.

EMPLOYÉES

Directrice générale :	Johanne Perron
Agente de développement (été), stagiaire (automne) et coordonnatrice de projet (printemps) :	Rachel Arsenault
Agentes de développement (été) :	Estelle Lanteigne, Stéphanie Frenette
Secrétaire administrative (nov. 08- janv. 09) :	Mélissa Babineau
Secrétaire administrative (depuis février 09) :	Sarah Valay-Nadeau

GOUVERNANCE ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Les objectifs stratégiques de la Coalition d'ici 2010 sont de :

- augmenter la compréhension de l'équité salariale et de ses outils,
- accroître notre base d'appui et exercer davantage de pression en vue d'une loi sur l'équité salariale,
- améliorer nos capacités organisationnelles,
- obtenir une loi pour les secteurs public et privé qui répond à nos objectifs et à nos critères.

Afin de mieux suivre les principes de gouvernance stratégique, le Conseil d'administration de la Coalition a revu son fonctionnement et a décidé de créer quatre comités de gestion dont certains sont déjà en opération :

- Comité des statuts et règlements
- Comité de nomination
- Comité d'évaluation de la directrice générale
- Comité de gestion de risques

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

Théâtre

Depuis la dernière AGA, la troupe de théâtre Moncton Sable a présenté la pièce « On travaille pas pour des pinottes » à l'École Sainte-Anne de Fredericton, l'École Grande-Rivière de Saint-Léonard et l'École régionale de Baie-Sainte-Anne. Environ 790 jeunes ont été sensibilisés à la problématique de l'équité salariale.

Rappelons que Moncton Sable s'est associée à la Coalition pour créer cette pièce. Sous la direction de Louise Lemieux, trois jeunes comédiennes - Janie Mallet, Annik Landry et Annie Laplante - incarnent des personnages du monde coloré des « perroquettes » faisant face à la problématique de l'iniquité salariale. La pièce vise principalement un public jeune, de niveau secondaire, collégial ou universitaire.

Ateliers et autres outils

La Coalition s'est engagée auprès de Condition féminine Canada à offrir de l'information et des outils concrets pour favoriser la prise en charge du dossier de l'équité salariale par les femmes qui occupent des emplois à prédominance féminine.

L'offre d'ateliers est un des moyens prévus pour atteindre cet objectif. Au cours de l'année, le personnel et des membres de la Coalition ont fait une revue du matériel existant, consulté des expertes en équité salariale et participé à une conférence organisée par la Commission de l'équité salariale de l'Ontario en novembre 2008. Par la suite, la Coalition a développé un format d'atelier ainsi qu'un manuel pour offrir des outils d'équité salariale et d'évaluation de postes aux personnes occupant des emplois à prédominance féminine. Ces outils ont été testés lors de deux ateliers offerts en novembre 2008. Les évaluations ont été positives et des arrangements sont en cours pour offrir des ateliers partout à travers la province, en français et en anglais.

La Coalition a aussi offert des ateliers adaptés à certains groupes spécifiques afin de mener à l'action et à la prise en charge du dossier de l'équité salariale. Ainsi, après discussion avec des intervenants clés du milieu, un atelier a été offert à un groupe de douze directeurs et directrices d'organismes sans but lucratif de la région de Moncton, le 20 mars 2009. Deux autres ateliers ont été organisés avec des représentants de syndicats du N.-B. les 21 et 27 avril 2009, pour établir des principes à respecter pour l'application de l'équité salariale dans le secteur public provincial.

Ces expériences mènent la Coalition à explorer la possibilité d'organiser d'autres ateliers adaptés à des milieux spécifiques.

Exposés, conférences et kiosques

En 2008-2009, la Coalition a poursuivi ses efforts pour sensibiliser la population néo-brunswickoise à l'équité salariale, tout en visant davantage les jeunes. Ainsi, les membres et le personnel de la Coalition ont donné au moins 34 exposés, rejoignant ainsi plus de 1200 personnes dont environ 38 % avaient moins de 35 ans (soit 8 exposés de plus que l'année précédente, rejoignant une centaine de personnes de plus que l'an dernier). En mai dernier, la Coalition a invité la très inspirante Michelle Dagnino, de l'*Equal Pay Coalition* pour nous informer de la lutte pour l'équité salariale en Ontario. Norma Dubé, sous-ministre adjointe du Bureau des questions féminines du Conseil exécutif, a par la suite fait une mise à jour du travail accompli par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. La Coalition a aussi proposé de l'information par le biais de son kiosque lors de quelques événements dans la province.

Remercions les bénévoles qui ont offert des exposés : Huberte Gautreau, Denise Savoie, Roberte Léger, Elizabeth Blaney, Madeleine Delaney-LeBlanc, Sandy Harquail, Gail Taylor, Carmen Gill, Isabel Lanteigne et Rachel Arsenault.

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION

Comité de communication

Membres : *Andrée Cormier, Janice Gray, Danielle Savoie.*

Un Comité de communication appuie la directrice générale. Cette année, le Comité de communication a poursuivi la mise à jour des outils de communication de la Coalition tout en suivant le plan de communication pour 2008-2010. Le nouveau dépliant de promotion a été largement distribué. Grâce au savoir-faire et à une contribution financière du Syndicat canadien de la fonction publique, la Coalition a maintenant un paraposte pour tenir des kiosques aux allures plus professionnelles. De plus, le comité de communication a revu l'image du site Internet et en a modifié le contenu de façon à le rendre plus dynamique.

Communication médiatique

La Coalition a émis huit communiqués de presse et deux lettres à l'éditeur. De plus, elle s'est associée à d'autres organismes pour former la Coalition pour l'équité fiscale et faire ressortir les enjeux associés aux politiques fiscales. Elle a aussi travaillé avec des groupes de femmes provinciaux et nationaux pour mettre en lumière l'impact des choix budgétaires et économiques des gouvernements sur les femmes. Pendant l'année fiscale 2008-2009, la Coalition pour l'équité salariale et/ou l'équité salariale ont fait l'objet d'au moins 185 mentions dans les médias comparativement à 175 l'année précédente.

Communication par Internet

Notre site Internet a été complètement revu pour offrir davantage de ressources aux personnes qui veulent des outils pour obtenir l'équité salariale et pour mieux rejoindre les jeunes. Nous avons aussi innové en ouvrant un compte Twitter pour celles et ceux qui veulent nous suivre sur une base plus régulière, sachant que le réseautage électronique est prisé par les jeunes.

Communication avec nos membres

Maintenir nos membres à jours est un souci constant. Nous avons envoyé par courriel nos communiqués de presse et des copies d'articles d'intérêt à nos membres sur une base régulière. Pendant l'année fiscale 2008-2009, nous avons aussi publié un bulletin d'information.

STRATÉGIE ET ACTION POLITIQUE

Comité de stratégie

Membres: Chantal Abord-Hugon, Madeleine Delaney-Leblanc, Huberte Gautreau, Marcelle Mersereau, Lise Rodrigue.

Le Comité de stratégie a continué à orienter les actions politiques de la Coalition. Pour l'année 2008-2009, le comité a mis l'accent sur des rencontres stratégiques pour avancer le dossier au niveau provincial.

Au provincial

Suivi du Pacte pour le changement

De nombreuses bénévoles ont rencontré leur député ou députée pour rappeler au gouvernement provincial ses promesses électorales portant sur l'équité salariale dans le « Pacte pour le changement » et pour promouvoir les principes d'une bonne loi sur l'équité salariale.

Leur ténacité nous a permis de connaître des progrès importants. Voici où nous en sommes pour chacune des promesses, au moment d'aller sous presse :

- **Faire en sorte que la Loi sur l'équité salariale s'applique à tous les secteurs de la fonction publique.**

La ministre responsable du Statut de la femme, Mary Schryer, a déposé une loi sur l'équité salariale dans le secteur public le vendredi 29 mai 2009. La loi respecte plusieurs de nos recommandations mais certains amendements la rendraient plus efficace.

- **Établir des repères et des cibles claires et quantifiables pour atteindre l'équité salariale et fournir des mises à jour annuelles sur le progrès du programme.**

Secteur privé : Sans loi, le gouvernement n'a pas l'autorité de vérifier sur le terrain quel est le niveau d'équité salariale dans le secteur privé. Il doit s'en remettre aux sondages. Selon le Rapport d'étape sur le Plan d'action quinquennal sur l'Écart salarial au N.-B. du printemps 2008, « [I]es résultats de l'Enquête sur les employeurs 2008 démontrent que des 5 501

employeurs du Nouveau-Brunswick qui ont répondu, 24,9 % des entreprises / organisations possèdent un processus non sexiste écrit et formel d'évaluation des emplois effectués par les hommes et les femmes basé sur des éléments tels que le niveau de compétences, les responsabilités et les conditions de travail, afin de s'assurer que les emplois de même valeur reçoivent le même salaire ».

Secteur public : Le gouvernement libéral, tout comme le gouvernement précédent, nous affirmait qu'il n'existerait plus d'iniquité salariale dans le secteur public en 2010. La loi prévoit un délai supplémentaire.

- **Réunir tous les intervenants afin de répondre aux questions soulevées durant des audiences publiques récentes en ce qui concerne la législation sur l'équité salariale affectant le secteur privé.**

Nous ne savons pas ce que sont les intentions du gouvernement à ce sujet mais aucune nouvelle démarche n'a été entreprise cette année.

- **Faire du gouvernement un employeur modèle en démarrant les évaluations d'emploi permettant d'imposer l'équité salariale pour les contractuels.**

Les résultats des démarches d'équité salariale entreprises avec les éducatrices en garderies, les auxiliaires familiales ainsi que le personnel des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale ne sont toujours pas connus. Si certains salaires ont été légèrement augmentés, les versements d'équité salariale n'ont toujours pas été déterminés.

Trois municipalités du N.-B., soit Memramcook, Tracadie-Sheila et Quispamsis, ont entrepris (et dans le cas de Memramcook, terminé) un programme d'équité salariale, avec l'aide du gouvernement provincial.

Réforme fiscale et budget provincial

En juillet 2008, la Coalition a présenté un mémoire intitulé « *Et la part des femmes dans le régime fiscal du N.-B. ?* » au Comité spécial de l'examen de la fiscalité, faisant ressortir qu'une analyse comparative selon le sexe s'imposait pour mesurer l'impact des changements proposés. La Coalition s'est dite particulièrement préoccupée du manque à gagner qu'une réduction des impôts comporterait et des coupures de services qui en résulteraient. De plus, un système d'imposition sur le revenu à taux fixe associé à une augmentation de la taxe sur la consommation favorise les personnes les mieux nanties. Or, dans un contexte où l'iniquité salariale subsiste encore et où différentes circonstances contribuent à maintenir un salaire moins élevé des femmes, ces dernières perdent au change. En 2005, les femmes travaillant à temps plein toute l'année gagnaient 73 % de ce que gagnaient les hommes, soit en moyenne 32 000 \$ versus 43 700 \$¹.

La Coalition a aussi collaboré avec dix autres groupes de femmes de la province et signé une déclaration sur les femmes et l'économie, dévoilée lors d'une conférence de presse le 4 février 2009. Essentiellement, les groupes de femmes demandaient une analyse selon le sexe des mesures de relance économique gouvernementales, c'est-à-dire une analyse des impacts différents pour les femmes et les hommes.

En effet, un plan de relance économique doit prendre en considération les différences entre la situation économique des femmes et des hommes. Entre autres, puisque les femmes sont concentrées dans des emplois de soins et de services, les coupures dans le secteur public les

¹ Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B., *Bulletin 2008 de la situation des femmes au Nouveau-Brunswick*, p. 49.

affectent disproportionnellement, alors que la construction tend à favoriser les emplois masculins.

Les demandes se regroupaient en trois thèmes :

- investissement dans l'infrastructure sociale, c'est-à-dire dans les programmes sociaux tels que la garde à l'enfance, le logement, l'éducation et les soins de santé,
- revenus adéquats pour tous et toutes, y compris l'équité salariale
- maintien de la progressivité de notre régime d'impôt sur le revenu pour les entreprises et les particuliers et maintien des niveaux d'imposition existants à l'époque.

La Coalition en collaboration avec la Coalition pour les services de garde à l'enfance, le Conseil du travail de Moncton et région ainsi que le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, ont invité le ministre des Finances, Victor Boudreau, à prononcer un discours sur le thème « Femmes et économie » lors d'un brunch à Dieppe, dans le cadre de la Journée internationale de la femme.

Plan de réduction de la pauvreté

Plusieurs membres de la Coalition ont participé aux consultations régionales sur la réduction de la pauvreté organisées par la ministre du Développement social, Mary Schryer. Elles ont fait le lien entre la pauvreté des femmes et la discrimination salariale ainsi que l'importance d'une analyse selon le sexe des politiques gouvernementales. La Coalition s'est aussi associée à plusieurs groupes, sous le leadership du Front commun sur la justice sociale, et a endossé le document *Travailler ensemble pour réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick*. Les organismes signataires demandent au gouvernement d'adopter une approche fondée sur la justice sociale et une analyse selon le sexe. Ils recommandent entre autres l'adoption d'une loi sur l'équité salariale.

Principes d'une loi sur l'équité salariale

Suite à l'annonce de l'adoption prochaine d'une loi sur l'équité salariale pour le secteur public, lors du discours du trône provincial de novembre 2008, la Coalition a établi les principes qui devraient sous-tendre cette loi, avec l'aide de deux professeures de droit, Louise Aucoin et Michèle Caron. Ces principes ont été révisés et adaptés en février, lors d'un atelier avec des représentants et représentantes de syndicats du secteur public et de la Coalition. Ces principes ont été distribués à tous les députés et toutes les députées ainsi qu'aux chefs de tous les partis politiques provinciaux. Une campagne a permis de rencontrer 22 députés et députées, le caucus conservateur sur son invitation et le chef du Nouveau Parti Démocratique. Cette action a été interrompue dès l'introduction du Projet de loi.

Liens avec le Secrétariat des organismes communautaires sans but lucratif

Trois personnes ont participé aux conférences régionales organisées par le Secrétariat des organismes communautaires sans but lucratif (à Moncton et à Edmundston). Elles ont apporté leur préoccupation face aux salaires peu élevés dans ce secteur. Elles ont aussi soulevé l'importance de soutenir les organismes de défenses des droits pour faciliter la participation active de la société civile dans la démocratie.

Le 27 avril 2009, la présidente et la directrice générale de la Coalition ont rencontré la directrice générale du Secrétariat pour discuter d'options pour l'examen des salaires dans le secteur communautaire.

Au fédéral

Équité salariale

Le gouvernement fédéral a adopté une loi qui fragilise l'équité salariale : la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*, enchâssée dans la *Loi sur l'exécution du budget*. Cette loi va à l'encontre des recommandations déposées par le Groupe de travail sur l'équité salariale, en 2004.

Au lieu d'assurer que les emplois majoritairement féminins et les emplois majoritairement masculins soient rémunérés de façon égale pour un travail de valeur égale, la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* soumet l'équité salariale à la négociation collective et au marché. Cette législation impose même des amendes pouvant atteindre 50 000 \$ aux syndicats qui « oseraient » encourager une ou un de ses membres à déposer une plainte en matière d'équité salariale.

La Coalition pour l'équité salariale, comme tous ceux et celles qui se préoccupent de l'équité salariale, continue de promouvoir les recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale.

Financement aux organismes de défense des droits des femmes

Condition féminine ne finance toujours plus les activités de revendication et de recherche. Suite aux protestations qui ont suivi cette décision, le gouvernement a augmenté le budget du Programme de promotion de la femme, mais seulement pour les activités qui s'apparentent davantage aux services qu'aux changements systémiques.

Bien que la Coalition ait obtenu du financement pour ses activités de sensibilisation ainsi que pour le développement et l'offre d'outils d'équité salariale, elle continue à demander au gouvernement de repenser le programme.

Heureusement, grâce au travail de ses bénévoles et de ses partenaires ainsi qu'à d'autres sources de financement, la Coalition a pu poursuivre certaines de ses activités de revendication. Par contre, l'instabilité politique se traduit par une insécurité face au financement futur des organismes de femmes, même avec les nouveaux critères.

Contribution fédérale à la réduction de la pauvreté au Canada

Le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées a entrepris une étude sur la contribution fédérale à la réduction de la pauvreté au Canada. La Coalition, grâce au travail de Lee Chalmers et Gail Taylor, a fait une présentation au comité lors de son passage à Moncton, le 12 mai 2009. La Coalition a notamment fait ressortir que l'adoption d'une loi sur l'équité salariale serait une solution à une partie de la pauvreté des femmes. Elle a rappelé les principales recommandations de 2004 du Groupe de travail fédéral sur l'équité salariale.

ACTIVITÉS RÉGIONALES ET AUTRES

Autochtones

Membre active : Elizabeth Coburn.

Activités :

- En tant que nouvelle représentante au sein du Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick, Elizabeth a parlé à propos de la Coalition en mars 2009 au Crowne Plaza.
- Rencontre à la St. Thomas University en avril 2009, à propos de la violence contre les femmes.
- Rencontre avec l'hon. Kelly Lamrock en mai 2009.
- Invitation à joindre et appuyer la Coalition pour l'équité salariale lors d'une réunion de INCA en avril 2009.
- Mention de l'équité salariale à plusieurs reprises lors de rencontres avec des leaders gouvernementaux.

Bathurst

Membres actives : Simone Savoie, Anne-Marie Gammon, Barbara Thibodeau, Marie-Ange Bertin, Mélanie David, Elizabeth Doucet Morrison, Donna Hicks, Carole Imbeault, Marie Lavigne, Huguette LeFrançois, Sr Adèle Morin, Julie Spence, Gilberte Boudreau, Evangéline Babineau, Diane Jeffrey, Bibianne Desjardins, Charles-E. Boudreau, Lina Thibodeau, Louise Arsenault, Lucille Bernard, Patricia Doucey, Emélie Doucet.

Activités :

- Rencontre avec Roland Haché, ministre de l'Environnement et député de Nigadoo-Chaleur
- Rencontre avec Cheryl Lavoie, députée de Nepisiguit
- Rencontre avec Brian Kenny, député de Bathurst
- Organisation par Anne-Marie Gammon et Barbara Thibodeau d'une émission spéciale à Night Waves (télévision Rogers), sur des dossiers reliés à l'égalité des femmes, dont l'équité salariale, en vue de la semaine internationale de la femme, en mars 2009.
- Participation à la campagne nationale de lettres au Sénat pour retirer le projet de loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public du projet de loi sur l'implantation du budget.
- Présentation sur l'équité salariale au niveau fédéral, à l'occasion du 8 mars, par Gilberte Boudreau, présidente du Groupe Axion.

Fredericton

Membres actives : Elizabeth Blaney, Elizabeth Coburn, Margaret Conrad, Tracy Glynn, Michelle N. Lafrance, Raymond Léger, Joan McFarland, Wendy Robbins, Lannette Ruff, Tiffany Thornhill, Maureen Michaud, Janet Stoppard.

Activités :

- Réunion le 4 juin 2009 avec un auteur de pièce de théâtre de l'Université St. Thomas pour explorer la possibilité de faire une pièce de théâtre en anglais.
- Participation à un événement organisé par le Conseil Consultatif sur la Condition de la Femme, le 12 août 2009, avec Kathleen Lahey concernant la réforme de taxation.

- Le Congrès du Travail du Canada a initié une vente de pâtisseries et une conférence de presse le 23 octobre 2008 au « UNB Student Union Building », afin de sensibiliser les gens à l'écart salarial entre les femmes et les hommes gradués d'une université. La vente de pâtisseries a été un excellent moyen de sensibiliser les étudiants et cette action a généré une éditoriale dans le « Daily Gleaner » : <http://dailygleaner.canadaeast.com/opinion/article/458616>.
- Le film « Made in L.A. » a été présenté à 19h00 le 7 novembre 2008 au « Cinema Politica ». Le visionnement a été commandité en partie par l'«University Women's Centre » et était suivi d'une discussion avec des membres de la Coalition pour l'équité salariale du NB.
- Kiosque d'information le 28 novembre 2008, au Flea Market de Fredericton (Liz, Raymond, Elizabeth)
- Réunion du comité de Fredericton le 27 janvier 2009.
- Participation à un événement avec d'autres membres de la Coalition au Crowne Plaza le 4 février 2009. Participation à une réunion de planification pour la journée internationale de la femme.
- Présentation à 50 étudiants de sociologie à l'Université du Nouveau-Brunswick le 12 février 2009.
- Fourni du matériel à Carmen Gill afin de parler de l'équité salariale à 50 étudiants de sociologie.
- Rencontre avec Joan Kingston le 26 février 2009, afin de parler de la nouvelle loi.
- Rencontre avec le député Rick Myles le 8 novembre 2008.
- Rencontre avec L'Hon. Kelly Lamrock le 25 mai 2009.
- Un Potluck a été organisé afin de célébrer la journée internationale de la femme. Des groupes travaillant sur des problématiques touchant les femmes, comprenant la Coalition pour l'équité salariale, ont fait des mises à jour concernant leur travail. Un montant de 200 \$ a été amassé pour le « Grace House Women's Shelter ».
- Réunion de suivi avec le député Rick Myles le 11 mai 2009.

Kent

Membres actives : Julia Maillet, Margot Boucher, Docile Cormier, Régina Cormier, Ginette Gallant, Roberte Léger, Alma Richard, Gaëtane Godin, Marie Allard

Activités :

- Article dans l'Étoile sur l'équité salariale et annonçant le déjeuner du 8 mars.
- Déjeuner le 8 mars en présence de la députée Rose-May Poirier, avec témoignage sur la discrimination vécue par une femme, mise à jour sur la loi sur le secteur public au niveau provincial et sur la loi C10 au niveau fédéral. Action auprès des sénateurs et sénatrices.
- Rencontre avec le député Claude Williams le 9 avril 2009.
- Rencontre avec la députée Rose-May Poirier, le 9 avril 2009.

Sud-Est

Membres actives : Denise M. Savoie, Huberte Gautreau, Annie Maltais, Charline Vautour, Estelle Lanteigne, Jessica Lavoie, Lise Levesque, Lydia Jaillet, Jacqueline Collette, Lise Thibodeau, Simone LeBlanc-Rainville, Rachel Arsenaault, Jeannette Marcoux et Madeleine Delaney LeBlanc.

Activités :

- Rencontre avec Bernard LeBlanc, député de Memramcook-Lakeville-Dieppe – mars 2008.

- Rencontres des députés et ministres locaux pendant l'été 2008 : Mike Murphy, Victor Boudreau, Bernard LeBlanc, Joan MacAlpine-Stiles, Cy LeBlanc, Chris Collins.
- Motion d'appui pour une loi sur l'équité salariale par la ville de Dieppe – Novembre 2008.
- Déjeuner pour la Journée de l'équité salariale, le 29 novembre, 2008.
- Campagne de « femmes branchées » : Rencontre de Sue Calhoun, le 12 avril 2008 et de Paulette Thériault, le 15 avril 2008.
- Présentation à l'Université de Moncton pour le Conseil d'administration de l'Association des employés et des employées de l'Université de Moncton.
- Brunch le 8 mars 2009, dans le cadre de la semaine internationale de la femme, en collaboration avec les groupes communautaires de la région de Moncton.
- Représentation de la Coalition à la Séance de dialogue provinciale portant sur l'initiative de réduction de la pauvreté, printemps 2009.
- Rencontres avec les députés Cy LeBlanc, Bernard LeBlanc, Joan MacAlpine et Chris Collins ainsi que le ministre Victor Boudreau au printemps 2009.

Nord-Ouest

Membres actives : Denyse Mazerolle, Louise Guerrette, Nicole Lang, Cécile Nadeau, Paryse Lapointe, Edith Bourget, Anne Roussel, Lucienne Bellavance, Sylvie Lavoie, Margot Albert, Marguerite Guimond.

Activités :

- Rencontre avec Hon. Ronald Ouellette et Madeleine Dubé à l'automne 2008 concernant l'équité salariale, en misant sur le fait que le gouvernement avait promis une loi lors de la campagne électorale et nous étions toujours sans nouvelle.
- En février, tentative d'accueillir la pièce de théâtre « On travaille pas pour des pinottes ! » mais sans succès.
- Participation à la consultation régionale sur le plan de réduction de la pauvreté de la province.
- Le 4 mai, étant donné la possibilité d'introduire la loi sur l'équité salariale au printemps, Denyse et Louise ont encore rencontré la députation de la région – Ron Ouellette et Madeleine Dubé. Le but de la rencontre était de leur fournir les principes que nous voulons avoir dans notre loi.

Péninsule acadienne

Membre active : Edith Brideau.

Activités :

- Suivi continu avec la ville de Tracadie-Sheila sur le projet pilote en matière d'équité salariale.
- Participation à la consultation sur la pauvreté à Tracadie-Sheila.
- Discussion avec différents ministres et députés de la région.
- Participation au comité de la femme du Conseil des foyers de soins, qui recommande que le Conseil des foyers de soins du N.-B. et la fédération des travailleurs et travailleuses du N.-B. fassent pression auprès du gouvernement pour une loi sur l'équité salariale.
- Organisation, pour la première fois, d'une activité pour souligner le 8 mars dans son foyer de soin et invitation aux autres foyers de soins d'en faire autant.

Saint-Jean

Active members: Ann Barrett, Dawn LeBlanc, Lee Chalmers, George Mills, Linda Mills, Marcia Kirkwood, Don Uhryniw, Gail Taylor

Activities:

- Inaugural meeting, Saint John Committee, held on December 1, 2008 – 7 people attended (Dawn, Lisa, Don, Lee, Marcia, Gail; Johanne for information session & background.)
- Monthly meeting January 14/09: reviewed background information and went through Coalition Handbook.
- Rev. Don Uhryniw and Gail Taylor attended provincial Poverty Dialogue consultation in Saint John, January 19/09 to raise issue of pay equity in relation to poverty reduction.
- Monthly meeting, February 11/09: Huberte Gautreau & Johanne Perron attended as resource people from provincial office; strategic planning for MLA/Minister presentations, new member recruitment, planning for International Women’s Day.
- Special meeting to allocate research and writing tasks in preparation for meetings with MLAs and Minister/ADM, February 26/09.
- Information booth, Canadian Federation of University Women (CFUW) brunch, International Women’s Day (celebrated on Saturday, March 7/09): good sign-on for petition protesting Bill C-10
- Centenary-Queen Square United Church, March 8th: action to fax protest re Bill C-10.
- March meeting postponed to April due to March 10/09 meeting with Margaret Ann Blaney, Trevor Holder, Bev Harrison, and Bruce Northrup.
- March 16th meeting with Dr. Ed Doherty, MLA (L).
- April: Gail spoke to Centenary Queen Square United Church about pay equity during regular Sunday Service (CQS became a member organization).
- April 8/09 regular meeting + preparation meeting for presentation to Hon. Mary Schryer and ADM Norma Dube (postponed to May 11/09)
- April 10/09: Johanne, Huberte, Lee, and Gail met to discuss potential research questions and issues.
- Attendance at open mike of Conservative Party of Canada provincial consultations re issues.
- May 11/09 Presentation to Norma Dube, Mary Schryer, Nicole McCarty by Ann Barrett, Don Uhryniw, Lee Chalmers, Gail Taylor.
- May broader recruitment resulted in United Church in Action Committee in Saint John writing letter supporting pay equity and promising to spread the word at Maritime Conference of United Church as well as through network of CiA committees in NB.

NOS PARTENAIRES

Fédération des travailleuses et des travailleurs du Nouveau-Brunswick (FTTNB)

La FTTNB a maintes fois apporté l'équité salariale sur la place publique. Le comité conjoint de la FTTNB et de la Coalition continue à maintenir le lien entre la Coalition pour l'équité salariale du N.-B., les syndicats et la FTTNB et à développer des stratégies communes pour faire avancer le dossier de l'équité salariale et obtenir une loi pour les secteurs public et privé. Cette année, le comité s'est penché sur les principes à promouvoir dans la loi provinciale annoncée dans le discours du trône. Le comité est composé de représentants et représentantes du Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick (Susie Proulx-Daigle), du Syndicat canadien de la fonction publique -Nouveau-Brunswick (Raymond Léger), de l'Alliance canadienne de la fonction publique (Monique Plante, Anna Goguen), du Congrès du travail du Canada (Dee-dee Daigle) et de la Coalition pour l'équité salariale (Huberte Gautreau et Johanne Perron).

Conseil consultatif sur la condition de la femme au

Nouveau-Brunswick (CCCFNB)

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme au N.-B. offre un appui constant aux activités de la Coalition, notamment par la diffusion d'information sur nos activités et sur le dossier de l'équité salariale dans son bulletin électronique « NouVELLES ».

Coalition des services de garde à l'enfance du N.-B.

La Coalition des services de garde à l'enfance du N.-B. appuie l'équité salariale pour les éducatrices en garderie, rappelant qu'il y a un lien direct entre le niveau de salaire et la qualité des services de garde. À plusieurs égards, les dossiers de l'équité salariale et des garderies sont intimement reliés et peuvent grandement contribuer à l'égalité des femmes.

Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick

La Coalition pour l'équité salariale a appuyé les activités du Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, notamment dans ses activités de sensibilisation à l'analyse comparative entre les sexes des politiques économiques gouvernementales et dans l'élaboration du Plan de développement global des communautés francophones du N.-B.

Réseau de l'équité salariale

Suite au dépôt de la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* en février 2009, plusieurs membres du Réseau de l'équité salariale, regroupement national, ont fait pression sur le gouvernement fédéral et le sénat pour faire respecter le droit à l'équité salariale. Malgré l'échec de ces tentatives, les membres du réseau continuent de promouvoir les recommandations présentées en 2004 par le Groupe de travail fédéral sur l'équité salariale. Rappelons que la Coalition pour l'équité salariale s'est affiliée au Réseau en 2004.

Femmes Équité Atlantique

Huberte Gautreau représente la Coalition pour l'équité salariale à Femmes Équité Atlantique (FÉA). Ce groupe vise à augmenter la capacité des femmes acadiennes et francophones des provinces atlantiques d'influencer les politiques relatives à l'équité socio-économique des femmes des milieux minoritaires. Il permet de faire le lien entre les groupes de femmes francophones de l'Atlantique et de promouvoir des outils de travail susceptibles de les aider à diffuser l'information reçue dans leurs communautés respectives tels que l'analyse comparative entre les sexes ainsi que des outils propres à augmenter leurs capacités à intervenir sur les problèmes liés à l'absence d'équité socio-économique des femmes. Parmi les réalisations de cette année, on compte le dépliant « Oser s'engager en politique », cinq rencontres provinciales pour filles et jeunes femmes dans les quatre provinces atlantiques, une rencontre atlantique pour filles et jeunes femmes, une rencontre atlantique Forum d'apprentissage intergénérationnel « La Rencontre des générations », l'envoi d'une délégation à l'Université féministe d'été 2008 et au rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours rebelles » ainsi que la production d'un guide de ressources pour les jeunes filles et les jeunes femmes qui sera bientôt distribué dans la province.

Front commun pour la justice sociale

La Coalition pour l'équité salariale fait partie du Front commun pour la justice sociale et en informe les membres sur l'évolution du dossier de l'équité salariale. Huberte Gautreau et Johanne Perron y ont représenté la Coalition durant la dernière année. À l'automne 2008, le Front commun a organisé un second Sommet de la pauvreté. Suite aux démarches du Front commun, le gouvernement provincial a annoncé qu'il développera un plan d'action pour éliminer la pauvreté.

ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de 2008-2009 ont été révisés par Louise Belliveau, CA. Au 28 février 2009, le montant en banque était de 90 480 \$ et les dépôts à terme étaient de 38 500 \$, dont environ 124 083 \$ représentait le montant de subvention reporté à l'année 2009-2010.

MEMBRES

Douze nouveaux organismes membres se sont joints à la Coalition depuis la dernière AGA. En date du 31 mai 2009, la Coalition comptait un total d'environ 650 membres individuels et 76 organismes membres. Nos membres organisationnels sont :

1. Alliance étudiante du N.-B.
2. Annabel Gay Women's Institute
3. Association acadienne des artistes professionnels du Nouveau-Brunswick
4. Association acadienne et francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick
5. Association des bibliothécaires, professeures et professeurs de l'Université de Moncton
6. Association des bibliothécaires, professeures et professeurs retraités de l'Université de Moncton
7. Association des employés de l'Université de Moncton
8. Association francophone des établissements de soins spéciaux du Nouveau-Brunswick
9. Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick
10. Association du personnel administratif et professionnel de l'Université de Moncton
11. Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick
12. Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick
13. Association of University of New Brunswick Teachers
14. Bakery, Confectionary and Tobacco Workers and Grain Millers International Union, local 406
15. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Fredericton
16. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Kent
17. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Moncton
18. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités-Sackville
19. Fédération canadienne des femmes diplômées des universités - Saint John
20. Carrefour pour femmes
21. Centenary Queen Square United Church
22. Centre d'urgence pour femmes de la Miramichi Inc.
23. Coalition des maisons de transition
24. Coalition des services de garde à l'enfance du Nouveau-Brunswick
25. Coalition of Concerned Citizens, Unions and Business
26. Congrès du travail du Canada
27. Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick
28. Conseil des syndicats des foyers de soin du Nouveau-Brunswick
29. Conseil du travail de Bathurst et région
30. Conseil du travail de Fredericton et région
31. Conseil du travail de la Péninsule acadienne
32. Conseil du travail de Miramichi et région
33. Conseil du travail de Moncton et région
34. Conseil du travail de Restigouche et région
35. Conseil du travail de Saint-Jean et région
36. Conseil du travail d'Edmundston et région
37. Dames d'Acadie de Dieppe
38. Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick
39. Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick
40. Fédération des étudiants et étudiantes de Centre universitaire de Moncton
41. Fédération des femmes acadiennes et francophones du Nouveau-Brunswick
42. Fédération des travailleurs et des travailleuses du Nouveau-Brunswick
43. Femmes acadiennes et francophones de Caraquet
44. Femmes acadiennes et francophones de Bathurst
45. Femmes acadiennes et francophones de Bertrand
46. Femmes acadiennes et francophones de Bouctouche
47. Femmes acadiennes et francophones de Cocagne
48. Femmes acadiennes et francophones de Lamèque
49. Femmes acadiennes et francophones de Shippagan
50. Front commun pour la justice sociale
51. Homeless Women's Shelter Service Inc.
52. Institut féminin de Grande-Digue
53. Institut féminin de Rivière du Portage
54. Maison de passage
55. NB Rebelles-Fredericton
56. New Brunswick Voices of Women for Peace
57. Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick
58. Services à la famille Népissiguit
59. SERFNB- Cercle Alcide-F.-Leblanc
60. Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick
61. Société des enseignantes et enseignants retraités francophones du Nouveau-Brunswick
62. Stimulation à l'enfance
63. Support aux parents uniques
64. Syndicat canadien de la fonction publique, Bureau régional des Maritimes
65. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2116
66. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 813
67. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1159
68. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2745-3
69. Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4598
70. Syndicat canadien des travailleuses et travailleurs des postes
71. Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick
72. Syndicat des infirmières et des infirmiers du N.-B.
73. Union des municipalités du Nouveau-Brunswick
74. Urban Core Support Network
75. Voix d'hommes
76. YWCA de Moncton

